

ADMINISTRATION

DU JOURNAL

16, rue de Rivoli.



ADMINISTRATION

DU JOURNAL

16, rue de Rivoli.

LA COMMUNE DE PARIS

AU PEUPLE ÉLECTEUR



On trouve au Bureau du journal, et gratuitement, les listes de tous les candidats qui se présentent à l'élection. Les citoyens qui voudraient se renseigner sont priés d'y passer; ce sera leur patriotisme qui leur indiquera les hommes pour lesquels ils devront voter.

Les renseignements que nous recevons sur un grand nombre de candidats à l'Assemblée nationale sont d'une nature telle, que nous croyons devoir immédiatement prendre l'engagement de publier la biographie détaillée de tous les citoyens élus.

La Commune de Paris accueillera tous les renseignements précis qui lui seront communiqués dans le but d'aider à cette publication. Nous faisons à cet égard appel au patriotisme des bons citoyens.

AVIS IMPORTANT.

Notre numéro de samedi a publié, relativement aux impôts sur le luxe, un article dont les conclusions sont en désaccord complet avec nos principes. Cet article n'a passé que par inadvertance.

On comprendra que pendant des jours de lutte il y ait eu quelquefois défaut d'harmonie dans notre journal. A l'avenir le contrôle le plus sévère surveillera les matières, et le citoyen Sobrier se charge de maintenir l'unité du journal, assisté d'un comité de rédaction qu'il a institué.

Paris, 23 avril.

AUX ÉLECTEURS.

Nous nous sommes déjà expliqués sur la manière dont nous entendons la composition de l'Assemblée constituante. Nous avons demandé, avant tout qu'on ne procédât pas par voie d'exclusion. Dans un article intitulé : *Les Socialistes*, nous émettions le souhait que tous ceux qui ont cherché à améliorer le sort de l'homme, n'importe à quelle doctrine ils appartenaient, fussent portés d'emblée dans le sein de l'Assemblée constituante, bon gré malgré. La France ne peut être que sociale : nous appelons tout le monde.

Il importe que tous les éléments de la société se trouvent à la représentation nationale. Toutes doctrines doivent être mises en demeure de se produire. Le grand jour fera justice des mauvaises et mettra les bonnes à leur véritable place. De la discussion jailliront les nouveaux aperçus, qui feront tomber le voile de l'avenir et lui feront au loin sur la route des sociétés.

Nous sommes convaincus que la presque totalité des élections se rangera à notre opinion. Elle sait qu'il s'agit de donner à la France le bienfait difficile d'une constitution, de fonder la République pure, d'assurer le règne du peuple. Il n'y a que l'œuvre de tous qui puisse approcher de la perfection.

Électeurs, songez à l'avenir. Le passé était la discorde, la lutte, l'antagonisme des principes; l'avenir c'est la fusion des esprits, la convergence des théories; l'avenir c'est l'unité.

Sachez qu'il n'y a pas d'idée radicalement mauvaise. L'abbaye la plus monstrueuse de l'esprit humain est encore respectable, elle contient un germe de vérité qui peut grandir et se développer pour le bien de tous.

Le mal absolu n'existe pas, mais bien l'ignorance, et l'ignorance ne prévaudra jamais contre les assauts conjurés de toutes les intelligences, contre l'union de tous les cœurs.

Ces réflexions nous sont suggérées par certaines listes exclusives où nous avons été surpris de ne pas trouver les noms de citoyens tels que Béranger, Lamennais, Lamartine, Ledru-Rollin, Louis Blanc, etc. Ces noms ont été sans doute abandonnés à l'élection

des départements, mais ils sont tels que Paris leur conservera éternellement sa reconnaissance.

La conciliation c'est la synthèse; la synthèse c'est la vie.

Citoyens, vous serez à la hauteur de la circonstance : grâce à vous la France aura une Assemblée capable de résoudre les plus graves problèmes qu'agite aujourd'hui la société.

Sobrier.

La Commune de Paris a donné dans son numéro d'hier la liste des candidats du Comité révolutionnaire, représentant le Club des clubs, et en même temps une deuxième liste. Des citoyens nous ayant demandé pourquoi certains noms ne s'y trouvaient pas, nous devons nous expliquer à cet égard. Il y a des citoyens qui seront portés dans les départements par un si grand nombre de suffrages, que nous avons jugé préférable d'attirer les votes de Paris sur des patriotes qui avaient moins de chances ailleurs, et il ne faut pas oublier que c'est à Paris surtout que les suffrages peuvent être portés sur des socialistes et des ouvriers. Nous devons déclarer cependant que notre intention n'a jamais été d'exclure des noms tels que ceux de Béranger, Lamartine, Lamennais, etc., qui sont à la fois révolutionnaires et socialistes. Si, pour faire place à ces noms, des citoyens désirent en retrancher d'autres de la liste du Comité révolutionnaire, nous désirons que l'on commence par le nôtre; nous sommes toujours prêts à nous effacer complètement dans notre désir de voir la France grandement et dignement représentée.

La Commune de Paris est dévouée aux intérêts républicains et socialistes. Elle a fait sa cause de la cause du peuple. Mais en même temps elle respecte, dans son application la plus sainte, le droit de libre suffrage, l'initiative du peuple. La Commune de Paris ne prétend imposer ni patronner aucune liste; elle a communiqué plusieurs listes qui lui ont été apportées par des citoyens et par le Comité révolutionnaire. Elle croit de son devoir d'en soumettre de nouvelles aux citoyens. C'est à eux, dans leur intelligence et leur patriotisme à choisir leurs candidats. Le peuple de février a montré dans toutes les circonstances tant de patriotisme, tant de force et tant d'intelligence, que nous ne pouvons que nous ranger d'avance du côté de son choix, sûrs que nous sommes du résultat patriotique du scrutin.

Nos lecteurs sont peut-être curieux de connaître les nombreux chefs d'accusation que les réactionnaires de toutes sortes portent contre nous. Les voici :

Sobrier, enlèvement de 500,000 fr. à la préfecture de police;

Comité de salut public, 16, rue de Rivoli;

Forçats libérés soudoyés;

Intention d'assassiner Lamartine;

Reproduction des doctrines de Babœuf;

Catiline, Marat, réssuscités;

Guillotine en permanence, avec une armée de six cents hommes.

Nous invitons de nouveau tous les citoyens à nous visiter. Nous serons heureux de les recevoir et de les éclairer sur tous ces bruits calomnieux. Nous leur expliquerons ce qu'une pareille manœuvre cache de perfidie, et ils n'en douteront pas quand ils sauront que ces bruits émanent de l'Assemblée nationale, journal éminemment réactionnaire, de l'aveu même de ses rédacteurs.

Nous n'attacherons jamais aucune importance aux lettres anonymes que nous recevons tous les jours. Nous méprisons de telles attaques; aux imputations sérieuses nous serons toujours prêts à répondre.

Quant aux menaces de nous assassiner, nous pensons bien qu'elles ne peuvent venir que des réactionnaires de toutes nuances. Nous sommes tout prêts à les recevoir et nous les craignons peu.

Nous nous étions engagés, dès la formation du journal, à donner le compte-rendu des clubs et à publier la

liste des candidats présentés par le Club des clubs et les corporations d'ouvriers.

Nous conservons, du reste, toute notre indépendance.

Sobrier.

AU PEUPLE.

C'est aujourd'hui que tu es appelé à exercer tes droits de souverain.

Aujourd'hui, tu vas conférer le mandat qui doit faire les législateurs de la France et du monde; de tes choix dépend l'avenir!

La réaction cherche à t'enlancer dans le réseau de ses intrigues; elle cherche à te soufler des inspirations funestes; elle veut te donner ses représentants pour renverser la République ou l'escamoter à son profit.

Tu vaincras ces ruses infernales, en n'envoyant à l'Assemblée nationale que des républicains sincères et éprouvés, que des citoyens aussi élevés par le cœur que par l'esprit. Ceux-là te donneront la République pure, le droit au travail et le bien-être pour tous. Avec eux, plus de castes, plus de privilèges; tous sont réhabilités, tous sont libres et la fraternité sera réalisée.

Avec les autres, tu n'auras que les privations de toute espèce, les déboires... Vous serez trente-quatre millions d'hommes exploités par une petite aristocratie cupide, refoulés encore dans la misère et dans la faim. Pour faire justice des intrigants, des réactionnaires et de toutes les sangsues du peuple, il faudra ressaisir vos armes et livrer de nouveaux combats.

Entre ces deux perspectives, peuple, tu vas choisir!

Cinq noms surtout sortiront de l'urne : Béranger! Lamartine! Lamennais! Ledru-Rollin, Louis Blanc!

Ces noms sont à la fois révolutionnaires et socialistes.

Union. — Droit. — Devoir.

Veillons tous.

Vive la République!

Sobrier.

16, rue de Rivoli.

Pour la dernière fois, nous répondrons aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Nous ne pouvons ainsi chaque jour continuer une polémique où, de notre part, il n'y a que des erreurs matérielles à relever. Ainsi la note communiquée à l'Assemblée Nationale en contient une presque à chaque ligne; relevons-les :

Ligne 2. D'après une décision du Club révolutionnaire... Il n'existe pas de Club révolutionnaire à notre connaissance. Il y a un Club de la Révolution, dont Barbès est président; un Comité révolutionnaire dont A. Hubert est président. Ce Comité représente le Club des clubs. Les lignes qui suivent ne sont que le développement de cette erreur.

Ligne 17. « Ce qui est plus remarquable, c'est que les ouvriers qui se sont fait entendre avec succès dans ce club (de l'Homme armé) n'ont pas trouvé grâce devant le sombre républicanisme du Club des clubs, présidé par le citoyen Sobrier. »

Sobrier n'a jamais présidé le Club des clubs; Longepied en a été le président provisoire lors de sa formation; A. Hubert en est le président définitif.

Quant au sombre républicanisme qu'on reproche à ce club, l'épithète revient de droit à la très-grande majorité des clubs de Paris, qui prennent part aux délibérations du Club des clubs par les délégués qu'ils y ont envoyés. Ce club est entièrement et uniquement formé des délégués des autres clubs.

Ligne 20. Mais voilà qui est bien plus curieux : « Le président... » Quel président? Sobrier?... L'on vient de voir qu'il ne l'a jamais été.

Ligne 22. « Pour se rendre immédiatement, comme délégué, au Club révolutionnaire, 16, rue de Rivoli... Jamais il n'y a eu de club, 16, rue de Rivoli; bien plus, nous venons de dire qu'il n'existe pas de Club révolutionnaire.

Lignes 23, 24 et suiv. « Elle a pénétré chez M. Sobrier, malgré les hommes de garde qui avaient voulu l'en empêcher... Le délégué avait vainement réclamé

une copie de la liste qui devait se trouver au Club révolutionnaire.... »

On le voit, toujours le citoyen Sobrier traité en président d'un club qui n'existe pas.

L'auteur de cette note communiquée à l'Assemblée nationale termine sa communication par un injurieux à ce que l'on croit. Il est peu familier encore, à ce qu'il paraît, avec les mœurs des francs et sincères républicains. Quand ils descendent dans la lice électorale, c'est toujours pour y combattre à armes courtoises, et la corruption ne fut jamais de leur bord.

Dorénavant, nous nous abstenons de toute réponse à l'Assemblée nationale. Nous avons été, nous osons le dire, pleins de franchise, de loyauté dans notre polémique : nos adversaires n'en pourront jamais dire autant. Nous nous sommes abstenus de personnalités parce que nous qui voulons la liberté illimitée de la presse, nous voulons aussi qu'elle sache se respecter. C'est par des personnalités par des accusations calomnieuses et perfides, que nous avons été attaqués.

Désormais les principes auront seuls le droit de nous occuper.

Nous faisons appel à tous les employés patriotes des divers ministères pour qu'ils aient à nous signaler les abus à réprimer et les réformes à faire.

En 1789 la bourgeoisie comptait dans l'Assemblée constituante autant de représentants que la noblesse et le clergé réunis.

En 1848, les ouvriers travailleurs dans la même proportion.... Siégeront-ils ?

Nous reproduisons un appel patriotique aux élections de Paris qui nous est communiqué par un vieux démocrate éprouvé par toutes les révolutions au milieu desquelles s'est dégageée la destinée pure et brillante de la France.

CITOYENS,

Vous tous ouvriers de la pensée et de la mise en œuvre, qui avez préparé et accompli la dernière révolution ; vous tous qui avez sincèrement applaudi au grand événement qui vous a rendu vos imprescriptibles droits ; vous tous, hommes de cœur et d'action, sur qui la République peut toujours compter ; vous tous, enfin, Républicains sincères qui, comme nos aïeux, avez juré de vivre libres ou de mourir, écoutez, en ce moment suprême, la voix d'un vieux démocrate, ayant déjà assez vécu pour assister à la chute de cinq trônes, et qui a pu méditer sur les hauts enseignements que l'histoire de nos soixante dernières années a légués au genre humain tout entier.

Les élections des représentants de la France à l'Assemblée nationale vont se faire. Jamais une aussi grande manifestation de l'opinion publique ne fut préparée sous des circonstances aussi graves, aussi difficiles.

La réaction royaliste s'est montrée au grand jour : enhardie par la modération dont tous les actes du Gouvernement provisoire ont été empreints, modération caractéristique de la force et non de la faiblesse : enhardie par quelques fautes et quelques choix malencontreux que les hommes placés provisoirement au timon de la chose publique ont pu faire : enhardie surtout par la magnanimité des vainqueurs à l'égard de tous ceux qui avaient besoin de s'abriter sous le drapeau de la République, la réaction a levé la tête, elle a dévoilé ses projets impies et libéricides.

Comme aux approches du 15 vendémiaire et du 18 fructidor, ces hommes qui n'ont jamais pu s'associer franchement à notre sainte devise : *Liberté, Egalité, Fraternité* ; les royalistes, puisqu'il faut les appeler par leur nom, marchent au renversement de la République : comme à ces deux tristes époques de notre histoire, ils cherchent à atteindre leur but avec les mots de *Republique* incessamment à la bouche ; c'est sous les couleurs de la liberté qu'ils voudraient nous ramener à l'esclavage ; déjà ils ont leurs journaux, leurs clubs, leur cri de ralliement.

Voilà, Citoyens, dans quelles circonstances inouïes vont se faire les élections de l'Assemblée nationale.

Les clubs populaires pouvaient rendre de grands services à la cause de la liberté ; trop multipliés et sans aucune cohésion entre eux, ils ont nui à la chose publique par un excès d'ardeur. Chacun d'eux a voulu faire sa liste de candidats ; chacun a voulu y comprendre les hommes, bons ou mauvais, qui gravitaient dans sa sphère ; de là cette multiplicité de listes et de noms sur lesquels l'attention publique se dissémine. Ajoutons encore que chaque journal s'est cru obligé de patroner et de recommander ses propres et très-nombreux candidats.

C'est ainsi que l'excès du patriotisme a créé en quelque sorte le chaos dans les élections, principalement à Paris.

Croyez-le bien, Citoyens, les ennemis secrets et patents de la République se réjouissent entre eux de voir ainsi s'exhaler, se perdre, dans la multiplicité des clubs, l'ardeur des bons citoyens, ils rient des innombrables candidats qui sont présentés au choix du peuple ; ils ne doutent pas que les voix des républicains, de tous ceux qui veulent la République, ne s'éparpillent, ne s'égarent même en se portant sur tant d'hommes plus ou moins connus dans leur cercle et recommandés à des titres si divers.

Quant à eux, ils ont choisi leurs candidats dans le recensement ; vous les verrez voter pour ceux-là seulement qu'ils ont déjà élus par la pensée, et ils voteront comme un seul homme, quelles que soient les nuances diverses dont se compose le parti que je vous signale.

Imitons-les dans leur marche si habilement combinée ; simplifions les élections ; et pour cela, commençons, citoyens, par mettre de côté ces listes trop nombreuses, qui nous seraient présentées. Rejetons surtout celles qui seront remises aux électeurs patriotes tout imprimées ou lithographiées. Il ne faut pas que quelques noms sortent de l'urne sous le manteau des autres ; il faut surtout que l'intérêt personnel, même celui des bons citoyens, se taise en présence de l'intérêt général. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions porter à la Représentation nationale des hommes éclairés, francs républicains, et capables de remplir la haute mission qui va leur être confiée.

Simplifions, facilitons donc la tâche des élec-

teurs, en réduisant toutes ces listes à leur juste valeur. Présentons au peuple des noms qu'il connaisse ; faisons un de ces choix qui puisse réunir l'assentiment général des amis de la République, un de ces choix qui les domine tous, et devant lequel les petites ambitions, comme celle plus louable des bons citoyens, aient à s'incliner. Puis, votons tous comme un seul homme pour ces citoyens d'élite, ayant donné des gages constants à la cause de la liberté, et nous aurons contribué à sauver la sainte cause de la République, que nous aimons jusqu'à la plus entière abnégation de notre individualité.

Il est temps de comprendre que Paris, étant la tête et l'âme de la République naissante, c'est surtout à Paris qu'il faut lui procurer un triomphe éclatant. Que c'est de Paris que dépend le sort de la France et du monde. Il est temps de comprendre que si la réaction avait le dessus dans la capitale à l'égard des élections seulement, le lendemain les réactionnaires attaqueraient ouvertement la République ; qu'il faudrait de nouveau descendre dans la rue, le fusil à la main ; que la guerre civile deviendrait inévitable ; que si les contre-révolutionnaires pouvaient être les maîtres de Paris, la civilisation rétrograderait de plusieurs siècles : au lieu de devenir toute Républicaine, l'Europe arriverait bientôt à être toute cosaque.

Citoyens qui voulez la République, c'est-à-dire la liberté, l'égalité, la fraternité, le progrès, choisissez ! Le sort de la France, celui du monde qui vous contemple, est entre vos mains !

Voici les noms que le vieux démocrate vous désigne : quels que soient ceux que vous adoptiez, vous ne pourrez faire que de bons choix. Votez donc en masse pour ces noms-là, et la cause de la liberté sortira triomphante de l'urne électorale :

LÉONARD GALLOIS.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

L. gouvernement provisoire.

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes,

Décrète :

Art. 1^{er}. L'art. 14 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée est applicable aux élèves du collège de France.

En conséquence, les élèves du collège de France seront considérés comme ayant satisfait à l'appel, et comptés numériquement en déduction du contingent à former, moyennant les conditions imposées par le même article aux élèves de l'école polytechnique.

Art. 2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 22 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

Le ministre de la guerre, chargé par intérim du ministère de la marine et des colonies,

Arrête ce qui suit :

La démission offerte par M. Tupinier du titre et de l'emploi de membre du conseil d'amirauté, est acceptée.

Paris, le 17 avril 1848.

F. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire

Décrète :

Une commission sera chargée de présenter un rapport sur les questions relatives au cumul des fonctions publiques salariées.

Cette commission sera composée des sous-secrétaires d'Etat ou secrétaires généraux, ou chefs de divisions, choisis par chaque ministre dans les différents services.

Elle sera présidée par le citoyen Flocon, membre du Gouvernement provisoire.

La commission se réunira au ministère des finances. Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 22 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

Mairie de Paris.

Citoyen maire,

A l'occasion d'une revue d'ouvriers des ateliers nationaux qui devait avoir lieu, les rumeurs les plus fausses ont été répandues, et l'on a été, dans certaines réunions publiques, jusqu'à porter une accusation de corruption électorale contre la mairie de Paris.

Je tiens à honneur de repousser une aussi indigne accusation.

Le Gouvernement provisoire avait, depuis plus de quinze jours, décidé que cette revue serait passée par le ministre des travaux publics et le maire de Paris. De délai en délai, la date en avait été fixée au 22 avril. La politique n'avait absolument rien à faire dans un acte de ce genre ; mais il a suffi qu'on put supposer même une intention d'influence électorale, pour que cette revue fût contremandée et renvoyée après les élections.

La liberté complète de suffrages est la première garantie de la souveraineté du peuple. Le Gouvernement provisoire n'a rien négligé pour l'assurer.

Le maire de Paris a pris, pour son compte, les plus minutieuses précautions pour que ce droit sacré fût exercé avec une entière indépendance. Avec le suffrage universel, tout citoyen qui vote ne doit avoir qu'une inspiration et un juge : c'est sa propre conscience.

Peser sur cette conscience par une pression extérieure serait à mes yeux un outrage à la dignité humaine comme à la liberté. Ce n'est pas moi qui me

rendrai coupable d'un tel excès, et je repousse toute accusation de cette nature comme une infâme calomnie.

Salut et fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire,
mairie de Paris. ARMAND MARRAST.

Nous avons sous les yeux la profession de foi du général Dubourg, candidat à l'Assemblée nationale. C'est là une de ces candidatures que l'on est heureux d'appuyer.

L'un des chefs du mouvement populaire en juillet 1830, le général sut prendre une initiative qui contribua à la victoire. Depuis, victime de Louis-Philippe, qui n'avait pu souffrir la parole d'un homme libre, il donne dans sa circulaire le noble exemple d'une conviction calme, établie en dehors des passions étroites. Homme de progrès et de connaissances étendues, il énumère les réformes nombreuses auxquelles son concours est assuré. Il veut réorganiser sur des bases vraiment démocratiques l'armée et la marine : « On a le droit de penser, dit-il, que le département de la marine avait été organisé dans la pensée secrète d'empêcher la France de posséder une marine de guerre capable de se faire respecter. »

Comprenant l'importance de l'agriculture, il se préoccupe des moyens de la régénérer, et déplore l'engorgement des villes où d'innombrables populations manufacturières se portent sans cesse au détriment des campagnes qui manquent de travailleurs.

Nous ne pouvons qu'approuver vivement les vues larges et éclairées du général Dubourg. — Sa profession de foi est l'œuvre d'un républicain sincère et d'un homme remarquable à tous égards ; elle lui assure les voix de tous les patriotes ardents qui veulent comme lui la fusion de tous les intérêts dans l'intérêt national.

Nous donnons la liste définitive du Comité révolutionnaire, telle qu'elle vient de nous être à l'instant même communiquée. Les citoyens qui ont reçu la liste primitive distribuée hier à la Commune de Paris, remarqueront les modifications.

CANDIDATS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Présentés par le Comité révolutionnaire, composé des délégués de 200 clubs, de toutes les corporations ouvrières, de la garde mobile et de l'armée, siégeant au Palais-National et au Luxembourg.

Adam, corroyeur.
Albert.
Et. Arago.
A. Barbès.
Hip. Bérard, tailleur.
Louis Blanc.
Caussidière.
Charles, tailleur de pierres.
Chevassus, tireur d'or.
Louis Deplanque.
Drevet, mécanicien.
Lamennais.
F. Flocon.
Ad. Delaire.
Gautier, dessinateur.
Griveaud, peintre en décors.
Guillaumou, cordonnier.
A. Huber, corroyeur, ex-détenu politique.
Lagarde, horloger.
Nap. Lebon.
Ledru-Rollin.
Pierre Leroux.
Malarmé, monteur en bronze.
Martin Bernard, typographe.
Montagne, tailleur de limes.
A. Perdiguier, menuisier.
F. Lebreton.
A. Guinard.
Rédon, chapelier.
Sobrier.
Thoré.
Valério, scieur de long.
Lamartine.
Dupont (de l'Eure).

Faits divers.

— On lit dans le *Moniteur* :

« M. le ministre de l'intérieur et M. le ministre de la justice ont, au nom du Gouvernement provisoire, saisi le procureur général près la cour d'appel à Paris, et le commissaire du Gouvernement près le tribunal de la Seine, de la connaissance de plusieurs faits qui ont eu lieu dans la journée de dimanche dernier, et desquels il paraîtrait résulter qu'un complot avait existé contre le Gouvernement de la République. »

« Sur l'invitation de M. Portalis, M. Landrin a commencé immédiatement des poursuites ; un juge d'instruction a été commis. Tous les citoyens sont invités à donner à la justice tous les renseignements qu'ils jugeraient utiles à la manifestation de la vérité. »

— Nous recevons une lettre du citoyen Muller, parti spontanément pour Bar-sur-Aube pour préparer les élections républicaines. Il nous donne quelques détails sur la situation de ce département. L'esprit y est généralement bon ; mais les vieilles habitudes locales y sont conservées à tort. Les citoyens ne doivent plus tenir compte des distinctions sociales, des préjugés nombreux consacrés par un régime bâtard. Il y a deux clubs à Bar-sur-Aube, nous engageons les citoyens qui composent chacun d'eux à se fusionner au plus tôt dans l'intérêt de l'élément révolutionnaire qu'ils veulent avec raison développer. Nous les engageons aussi à oublier que le clocher de leur village n'est pas toute la France, à penser que la patrie a besoin, aujourd'hui surtout, du concours de tous ses enfants.

Que les citoyens de Bar-sur-Aube bannissent toutes craintes ; qu'ils éveillent et suivent leurs convictions républicaines ; qu'ils ne se laissent point intimider par les efforts intéressés, les menées ennemies des réactionnaires, qui tentent maintenant de se montrer partout.

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Iacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.